



Le Parlement européen est d'abord une formidable machine à perdre son temps

Charles Pasqua, Christophe Bellon

DANS **PARLEMENT[S], REVUE D'HISTOIRE POLITIQUE** 2004/1 n° 1 , PAGES 32 À 41
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1768-6520

DOI 10.3917/parl.001.0032

Date de mise en ligne : 01/01/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2004-1-page-32?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le Parlement européen est d'abord une formidable machine à perdre son temps

Interview de
Charles Pasqua *

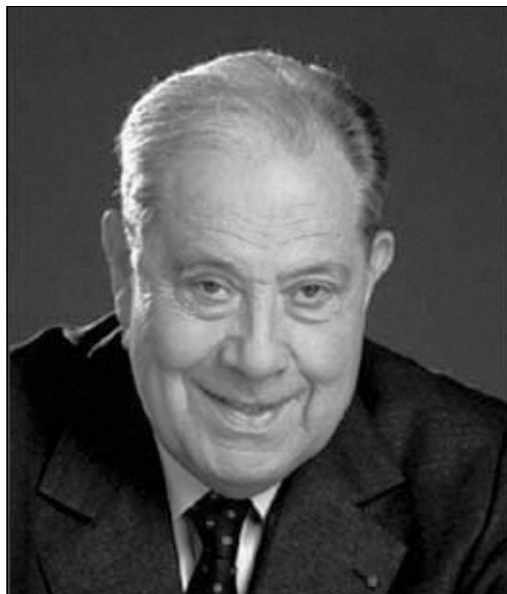
Propos recueillis par Christophe Bellon, le 26 février 2004

Q : Vous siégez au Parlement européen depuis 1999. Quels sont les principaux domaines dans lesquels votre expérience de parlementaire européen a été la plus enrichissante depuis 5 ans ?

CP : Incontestablement dans mes fonctions de Président du groupe d'Union pour l'Europe des Nations. Il faut savoir qu'au Parlement européen, le vrai pouvoir se situe dans la Conférence des Présidents de groupe. Or, il n'y a que deux Présidents de groupe de nationalité française : le communiste Francis Wurtz, Président du groupe « Gauche Unitaire Européenne/ Gauche Verte Nordique », et moi.

Pas besoin de vous dire que, lorsque le gouvernement français veut faire défendre les intérêts de la France au sein de la Conférence des Présidents, c'est donc vers moi qu'il se tourne et non vers mon collègue communiste. Et il ne s'en prive pas ! C'est ainsi qu'en accord ou sur la sollicitation du gouvernement français que je suis, par exemple, intervenu pour défendre la position de la France contre l'absurdité du Pacte de stabilité, ou pour demander la démission de Romano Prodi sur le scandale de l'Office européen des statistiques.

* Ancien ministre d'État, Président du Groupe d'Union pour l'Europe des nations au Parlement européen.



Bref, le gouvernement français est bien content que je puisse dire tout haut ce qu'il pense tout bas. Avouez que ça ne manque pas de sel, et que ça en dit long sur ce théâtre d'ombres et d'hypocrisies qu'est la construction d'une Europe fédérale.

Q : Vous représentez la branche souverainiste des élus européens. Comment percevez-vous donc l'institution du Parlement européen ? A-t-elle évolué entre votre élection et aujourd'hui ?

CP : L'institution en elle-même n'a guère évolué. Ce qui, en revanche, a changé depuis 1999, c'est que nos idées, que d'aucuns prétendaient désuètes, n'ont cessé de gagner du terrain.

Depuis les dernières élections européennes, les peuples ont en effet assisté au lancement de l'euro dont on leur avait promis monts et merveilles. Et que constatent-ils ? Que la monnaie unique a fait grimper les prix dans la zone euro tout en la transformant en lanterne rouge mondiale de la croissance et de l'emploi ; que les pays européens qui ont gardé leur monnaie nationale sont ceux qui affichent les meilleurs résultats économiques et que cela les incite à refuser, encore davantage, d'adopter l'euro ; enfin, que l'euro vole aux peuples la maîtrise de leurs choix budgétaires et fiscaux, c'est-à-dire tout

simplement la démocratie. L'échec politique et économique est tellement patent qu'une sorte de tabou l'entoure. Mais le cours des événements contraindra bien, un jour, les responsables à en tirer le bilan.

Et l'euro n'est pas un cas isolé. Le fiasco du projet de Constitution européenne, les déchirements de plus en plus acrimonieux des membres de l'UE sur presque tous les sujets (réforme du Pacte de stabilité, politique étrangère – on l'a vu sur l'Irak ! –, politique agricole, politique commerciale, OGM, exception culturelle, directoire des grands États, etc.) prouvent, même aux européistes les plus acharnés, qu'il n'existe pas « un seul peuple européen » mais DES peuples européens.

Dès lors, quoi de plus naturel que de voir nos idées progresser dans les opinions publiques, comme le prouve, par exemple, le trouble grandissant qui s'est emparé du Parti Populaire Européen. Ce groupe, le plus puissant au Parlement européen, vient d'inscrire officiellement dans ses statuts que les conservateurs britanniques – qui en font partie – auront la liberté de vote sur l'euro ou sur les questions institutionnelles. C'est-à-dire rien moins que la liberté de vote sur l'essentiel ! Du coup, les députés français issus de l'UDF menacent de claquer la porte afin de créer un nouveau groupe franchement fédéraliste.

De notre côté, au sein du groupe pour l'Europe des nations, nous avons eu le plaisir de voir adhérer les observateurs de partis émanant de 4 nouveaux États membres : le PiS polonais, le Eestimaa Rahvaliid d'Estonie, le TB/LNNK de Lettonie et l'UDOVÁ UNIA de Slovaquie.

Q : À la suite des travaux parlementaires réalisés, comment définiriez-vous la spécificité du Parlement européen à l'aune du Parlement français et notamment du Sénat où vous étiez élu ?

CP : Cela n'a strictement rien à voir !

Le Parlement européen est d'abord une formidable machine à perdre son temps. Les députés européens s'épuisent en allées et venues incessantes avec Bruxelles et Strasbourg, et cela bien entendu aux frais des contribuables. Depuis Paris, c'est déjà pénible et onéreux, vous imaginez ce que ce sera pour les députés venant de Tallin ou de Nicosie.

Le Parlement européen est ensuite une ahurissante Tour de Babel où la plupart des députés sont incapables d'échanger autre chose que des banalités avec ceux qui n'ont pas la même langue maternelle. Relisez la Genèse pour deviner comment tout cela risque fort de se terminer.

Et puis le Parlement européen est le temple des vœux pieux. C'est un lieu où l'on passe son temps à adopter, à jets continus, des motions tous azimuts pour donner des leçons de morale à la planète entière. Laquelle planète s'en fiche éperdument d'ailleurs, tout comme les opinions publiques des différents États membres qui ignorent jusqu'à l'existence du travail des parlementaires européens.

Pendant ce temps, le Parlement européen ne fait pas du tout ce que fait un parlement dans un État démocratique : il n'effectue aucun contrôle sérieux, budgétaire ou autre, sur ce que fait et décide la Commission de Bruxelles, dont les fonctions sont – je vous le rappelle – celles d'un véritable gouvernement européen.

Or la Commission est une administration kafkaïenne où la gabegie le dispute au népotisme et à l'incapacité.

Vous pensez que j'exagère ? Alors lisez ou relisez le livre de Jean de la Guérivière, journaliste au *Monde*, écrit en 1992 et intitulé *Voyage à l'intérieur de l'eurocratie*. Pourtant fort peu suspect d'hostilité à l'européisme, l'auteur fut amené à dresser un constat stupéfiant sur ce qu'il appela lui-même « l'Europe des fraudeurs » : « parachutages », « piston », « réunionniste », « intoxication consentante », mesures « surréalistes », j'en passe et des meilleures.

Cela ne vous suffit pas ? Alors lisez ou relisez le rapport des Sages établi en 1999 à la demande du Parlement européen pour en avoir le cœur net sur toutes les rumeurs de gestion calamiteuse de la Commission présidée par Jacques Santer. Ce rapport – rédigé par des experts indépendants – parvint à la conclusion suivante : « À travers les études menées par le comité, il a été trop souvent constaté que le sens de la responsabilité est dilué dans la chaîne hiérarchique. Il devient difficile de trouver quelqu'un qui ait le moindre sentiment d'être responsable. Or ce sentiment de responsabilité est essentiel. On doit le trouver en premier lieu auprès des commissaires et de leur collègue. La tentation de vider la notion de responsabilité de tout contenu effectif est dangereuse. Cette notion constitue la manifestation ultime de la démocratie » En d'autres termes, les rapporteurs estimaient que Jacques Santer et l'ensemble de la Commission de Bruxelles avaient, par irresponsabilité collective, vidé de sens la démocratie ! C'est sur ce constat sans appel qu'il fut contraint de démissionner, et avec lui tous les Commissaires européens, dans la nuit du 15 au 16 mars 1999.

Vous pensez que les choses se sont améliorées avec la nouvelle Commission ? Alors documentez-vous – si vous le pouvez, parce que la Commission fait

tout pour étouffer l'affaire – sur le scandale Eurostat dont le Commissaire théoriquement responsable n'est autre que Pedro Solbes, le grand donneur de leçon de rigueur budgétaire au gouvernement français !

Notez bien d'ailleurs que le Parlement n'est pas plus économe des deniers publics que la Commission. Puisque vous me demandez de procéder à une comparaison avec le Parlement français, savez-vous par exemple que chaque député français dispose de 61 m² en moyenne, toutes surfaces comprises, à l'Assemblée nationale tandis que chaque député européen dispose de 596 m² au sein du Parlement de Bruxelles, auxquels s'ajoutent 319 m² au sein du Parlement de Strasbourg ? Soit 915 m² en moyenne : 15 fois plus que pour un député national. Vous imaginez les frais de maintenance et d'entretien qui vont avec.

Mais de tout cela, il semble que personne n'ait cure. Nos libéraux européens, qui n'ont jamais de mots assez durs pour fustiger la gabegie supposée de l'État en France, doivent sans doute juger malséant de demander des comptes aux institutions européennes.

Q : En tant que parlementaire européen, quelle est votre appréciation des rapports entre la Commission et le Parlement ?

CP : Je viens d'en parler. Le Parlement n'exerce aucun contrôle réel sur la Commission et la Commission elle-même laisse le Parlement en roue libre. Disons pour schématiser que les relations entre les deux institutions se résument à la formule : « Je te tiens, tu me tiens par la barbichette ! »

Q : L'élargissement de l'Europe aura lieu très prochainement. Quel est votre sentiment d'Européen et de Français quant à l'arrivée des nouveaux pays d'Europe centrale et orientale ? Pensez-vous que l'approfondissement de l'Europe, avant son élargissement, est allé assez loin ?

CP : Je vois bien la finalité de votre question lorsque vous m'interrogez sur mon « sentiment d'Européen ». La pensée unique de l'époque veut qu'à une telle évocation, tout responsable se sente obligé de répondre, avec des trémolos dans la voix, que l'élargissement est un « devoir moral » qui va enfin permettre de « réunifier l'Europe » autour de « valeurs culturelles communes ».

Permettez-moi de conserver mon libre-arbitre en refusant ce nouveau catéchisme qui ressemble fort à de l'intimidation psychologique.

Comment peut-on prétendre « réunifier l'Europe », alors que l'Europe n'a, en 2 500 ans d'histoire, JAMAIS été unifiée ? Je dirais même que la caractéristique historique et civilisationnelle de l'Europe a justement été le contraire : celle d'être perpétuellement divisée en entités étatiques stables entrant en compétition pour accéder au progrès.

Par ailleurs, pourquoi serait-ce un « devoir moral » d'intégrer l'Estonie plutôt que l'Ukraine ? La Slovaquie plutôt que la Moldavie ? La Slovénie plutôt que la Croatie ? La Turquie plutôt que le Maroc ?

Enfin, quelles sont les « valeurs culturelles de l'Europe » qu'il s'agit de défendre ? S'il s'agit simplement des Droits de l'Homme, qu'est-ce qui sépare alors « l'Europe » des États-Unis d'Amérique ? S'il s'agit de la défense du christianisme, alors il faudrait accepter de le dire dans la « Charte des droits fondamentaux », ce que, précisément, la France a refusé de faire ; et il faudrait dire clairement à la Turquie qu'elle n'a pas sa place dans l'UE, prenant ainsi le contre-pied des déclarations de nos partenaires, Angleterre, Italie et Allemagne en tête.

*L'Europe n'a, en
2 500 ans d'histoire,
JAMAIS été unifiée.*

Bref, ces pseudo-arguments, qu'ils soient de nature historique, morale ou culturelle, sont controuvés, erronés ou d'une application à géométrie variable. Avec un peu de discernement, on comprend qu'ils sont invoqués pour les seuls besoins de la cause, et que les vraies raisons de l'élargissement sont à rechercher ailleurs.

Où cela ? Sauf à se condamner à ne rien comprendre et à être le jouet des événements, il n'est pas possible de parler de l'élargissement de l'Union européenne sans évoquer immédiatement la stratégie américaine concernant la destinée du continent européen. Or cette stratégie est claire pour quiconque étudie les déclarations et les décisions des responsables américains : les États-Unis veulent y préserver et accroître leur influence dominante, et cela au moyen d'un double et vaste élargissement.

L'élargissement de l'OTAN tout d'abord. L'administration américaine a considéré l'adhésion de la plupart des anciens satellites de l'URSS à l'Alliance atlantique comme un élément crucial pour la sécurité et l'influence des États-Unis en Europe. Cet élargissement à sept nouveaux pays (les trois États baltes, Slovénie, Slovaquie, Roumanie et Bulgarie) a été décidé lors du sommet de Prague de novembre 2002. C'est désormais chose faite.

L'élargissement de l'Union européenne ensuite. Depuis la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du communisme, Washington n'a cessé d'œuvrer – officiellement et en coulisses – pour que l'Union européenne intègre les dix nouveaux pays qui font désormais partie officiellement de l'élargissement. Cela afin de faire de l'UE un décalque parfait de l'OTAN. En outre, le gouvernement américain ne cesse aussi d'intervenir pour que la Turquie intègre rapidement l'UE. Pourquoi la Turquie ? Parce qu'elle est justement l'un des piliers de l'OTAN et qu'elle présente un intérêt géostratégique majeur pour encercler la Russie et surveiller le Moyen-Orient.

Pourquoi cette stratégie du double élargissement ? Parmi d'autres analystes, Justin Vaïsse, spécialiste de la politique étrangère américaine à l'Institut Brookings de Washington, en a donné l'explication : « Ces deux élargissements sont conformes à la vision américaine visant à stabiliser l'Europe, mais aussi à en diluer l'influence politique en laissant entrer le plus grand nombre possible de pays dans ses institutions-clé. »

En d'autres termes, la stratégie américaine consiste à ligoter les pays européens trop indépendants à son goût (suivez mon regard !) en les engluant de façon factice dans un attelage baroque d'États relevant de cultures et de civilisations très disparates, et ce afin qu'ils dilapident leur temps et leur énergie dans la recherche perpétuelle de compromis chèvre-chou qui ne font de mal à personne.

À vrai dire, cette stratégie géniale fonctionne à merveille au service de Washington tant que nous nous y laissons prendre. *A contrario*, l'affaire irakienne a montré que la France retrouve instantanément son influence et son rayonnement mondial dès qu'elle se dégage de ce magma qui la neutralise.

J'ajoute que Washington n'est évidemment pas le seul acteur dans cet élargissement. Les États membres les plus atlantistes (Royaume Uni, Espagne, Italie) ont évidemment poussé dans le même sens.

L'Allemagne est satisfaite puisqu'elle se retrouve désormais au centre géostratégique de cette Europe élargie, avec des États où elle dispose historiquement d'une très grande influence (Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, États Baltes).

Les nouveaux entrants escomptent deux gains essentiels : d'une part bénéficier du parapluie militaire américain contre la menace potentielle russe, d'autre part recevoir les financements dits « européens », qui ne sont rien d'autre que des transferts financiers venus des États membres les plus riches de l'Europe de l'Ouest, dont la France.

Quant au monde des entreprises et des investisseurs, il se frotte les mains à l'avance. Non pas tant pour l'accès à de nouveaux marchés comme on le dit

communément car ces marchés, modestes (75 millions d'habitants dont le pouvoir d'achat moyen n'est que de 40 % de la moyenne de l'Union), sont déjà largement ouverts. Mais l'élargissement va permettre de délocaliser sans risque certaines productions industrielles dans ces pays à bas coût de main d'œuvre tout en facilitant la réimportation de ces productions. Le récent exemple de l'équipementier automobile français Faurecia est là pour montrer que l'élargissement est synonyme de possibilité accrue de rentabilité.

Une fois tout ceci replacé en perspective, vous conviendrez aisément que mon « sentiment » personnel sur l'élargissement n'a pas grande importance. En revanche, ce qui eût importé, c'est de solliciter l'accord – je dis bien « l'accord » et non le « sentiment » – du peuple français sur cette entrée de dix pays en masse. Car enfin, il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas mesurer le contraste saisissant qui existe entre l'enthousiasme officiel qui entoure cet élargissement et l'apathie inquiétante des Français.

Tous les sondages réalisés en France montrent qu'une très nette majorité de nos concitoyens est hostile à l'élargissement. À tort ou à raison, ils pensent en effet que ce processus va diluer notre influence, nous coûter de l'argent tout en faisant baisser le montant de nos retours financiers communautaires, exacerber les délocalisations industrielles vers les pays de l'Est, et susciter une forte poussée migratoire vers l'ouest du continent. De fait, même si ce débat de fond est complètement passé à la trappe au nom des pseudo-arguments que j'évoquais tout à l'heure, bien des éléments donnent à penser que la France risque d'être le principal dindon de la farce.

Q : Quel jugement portez-vous sur le travail de la Convention ?

CP : Le même que celui que je porterais sur une agence matrimoniale qui organise la rencontre de deux tourtereaux sélectionnés sur dossier et qui constate que ça ne marche pas. Car en ce bas monde, l'amour et les affinités électives sont la seule chose qui ne s'achète pas, ne se décide pas et ne se commande pas. On peut simuler l'amour mais on ne peut pas décider de l'éprouver. Tel est le cas du fameux « couple franco-allemand », mais aussi de tous ces tandems improbables que sont France-Angleterre, Angleterre-Irlande, Allemagne-Pologne, France-Espagne, Grèce-Turquie.

En d'autres termes, l'on a beau m'assurer que la Convention a fait un bon travail technique, tout ceci me paraît sans importance car l'ensemble de l'édifice est vicié à l'origine. *Quelle est l'affectio societatis existant entre les Portugais et les Estoniens ? Les Maltais et les Slovaques ? Les Finlandais et les Chypriotes ? Que pensent les centaines de milliers de jeunes Français d'origine maghrébine lorsqu'ils constatent que la France, tournant le dos à*

ses anciennes colonies, prétend que son avenir passe par la Lettonie, la Hongrie et peut-être demain la Turquie ? Quelle est la légitimité réelle, historique, démocratique et sociologique de cette Convention ? Que vaut un texte concocté par quelques dizaines de personnes auxquelles les peuples d'Europe n'avaient strictement rien demandé ?

Car enfin ! Toute l'histoire du monde est là pour nous rappeler qu'une Constitution et la création d'un nouvel État sont des événements considérables qui ne peuvent se produire que dans un climat d'enthousiasme et d'effervescence populaires extraordinaires. Songeons à la Constitution américaine, à l'adoption des Constitutions françaises, au Risorgimento italien, à l'unification bismarckienne, ou encore, très récemment, à la réunification allemande ou à la création de tous les nouveaux États issus de l'URSS.

En Europe, c'est au contraire l'encéphalogramme plat. L'écrasante majorité des Français n'a pas lu et ne porte aucun intérêt au texte présenté par Valéry Giscard d'Estaing, et rejeté sans ménagement lors du Sommet de Bruxelles. Ce document ne peut donc avoir de « Constitution » que le nom. Et encore même pas, puisque personne n'est d'accord sur son simple intitulé : les Britanniques, qui, historiquement, ne savent pas ce qu'est une Constitution, l'appellent « traité international ». Ce qu'il est en effet.

Q : Souhaitez-vous un référendum sur la Constitution de l'Europe ?

CP : À votre avis ? Il me semble qu'au moment du mariage le maire demande quand même à chacun des futurs époux s'il est d'accord !

Ceux qui sont contre un référendum me font penser à ces marieuses qui, dans certaines sociétés tribales, arrangent des mariages forcés avec la complicité des parents. Je vous rappelle au passage que les mariages forcés sont invalides en France et peuvent être annulés sur la base du vice de consentement. Et ici, pour corser l'affaire, nous sommes face à un futur ménage à 25...

Q : Les clivages européens sont souvent une source de division interne aux partis politiques. À cet égard, pensez-vous que si référendum il y a, la vie politique française pourra s'organiser autour de nouvelles alliances, conduisant à des reclassements politiques singuliers, comme cela a pu se produire au moment du débat sur le traité de Maastricht ?

CP : Sur le fond je le souhaiterais. Car je suis convaincu que la construction d'une Europe fédérale est l'élément explicatif central de la crise du politique en France.

Que vous soyez de droite ou de gauche, vous n'avez presque plus aucune marge de manœuvre si vous souscrivez à cette politique continuelle de dépossession de notre souveraineté nationale. Vous êtes donc condamné, sauf sur tel ou tel point symbolique, à faire la même politique, celle dont les lignes sont décidées par des fonctionnaires à Bruxelles. Et c'est cela qui désespère les Français et les détourne dangereusement des urnes.

Il y aurait donc une forte logique à ce que les regroupements que vous évoquez s'opèrent. Mais en pratique, je suis très dubitatif sur ce point car j'ai pu mesurer moi-même, tout au long de ma carrière politique, à quel point le clivage droite-gauche demeure indépassable en temps normal. Même le général de Gaulle n'était pas parvenu à s'en affranchir, sauf pendant les quelques moments exceptionnels où la nation fut plongée dans le chaos.

Certes, les choses évoluent, du fait de la montée de nouveaux comportements comme le « zapping électoral » ou le « citoyen-consommateur ». Mais l'inertie sociologique et géographique des comportements électoraux est, et demeure, considérable.

*L'Europe est un
machin ennuyeux
auquel on ne
comprend rien.*

Telle est d'ailleurs l'une des raisons essentielles pour lesquelles la construction d'une Europe fédérale continue d'avancer : parce que les Français, au fond, ne s'y intéressent pas, n'en comprennent pas les incidences réelles, et continuent de raisonner comme si le clivage droite-gauche était encore le seul pertinent.

Un dernier mot : avec Maastricht, Amsterdam et Nice, la France a consenti à des abandons de souveraineté fondamentaux. Mais ce ne fut pas parce que les Français le souhaitent et appelaient de leurs vœux la fusion de la France dans un super État-continent. Ce fut, beaucoup plus prosaïquement, parce qu'ils firent confiance à leurs représentants sur ce sujet aride et compliqué, et parce qu'ils n'imaginaient pas les conséquences tangibles des décisions prises. Pour la grande majorité de nos concitoyens, j'en suis convaincu, l'Europe est un machin ennuyeux auquel on ne comprend rien, dont il faut dire par principe que c'est bien, mais dont on attend surtout que cela ne change rien du tout à notre liberté de choix et à notre mode de vie.

Les Français sont donc victimes d'un jeu de dupes. À terme, tout cela nous annonce, hélas, bien des soubresauts politiques.